

# Les CPAS, pierre angulaire des communes

## LE RÉSUMÉ

Les CPAS ont un poids important dans la vie des communes. Pour ces élections 2018, ils font partie des enjeux de taille.

Un bouleversement de majorité peut avoir un impact important sur la politique sociale qui y est menée.



La dotation aux CPAS s'élève parfois à 50% du budget des communes. © BELGAIMAGE

NATHALIE BAMPIS

Les élections communales vont modifier – ou pas – le visage politique des communes. Leur bourgmestre, leurs échevins, leurs conseillers communaux. Mais les têtes qui pourraient aussi changer – et on en parle souvent moins – ce sont celles des présidents des CPAS. En Wallonie et à Bruxelles, ils ne sont pas élus, mais nommés par la nouvelle majorité en place. Exactement comme le sont les échevins.

En Flandre, les CPAS ont été progressivement absorbés par le pouvoir communal. Ce qui n'est pas le cas en Wallonie et à Bruxelles où les CPAS sont des entités juridiques séparées de la commune, mais reliées à elle par le cordon ombilical de la dotation. Un projet de fusion des CPAS au sein de l'administration communale a bien failli voir le jour en Wallonie, avec l'arrivée du MR. Il a finalement été abandonné, les responsables sur le terrain estimant qu'une telle fusion entraînerait des risques de politisation, de baisse de

qualité des services et de perte d'expertise. Il a été décidé de se limiter à des synergies entre les administrations.

Mais entre l'administration communale et le CPAS, les relations sont parfois tendues. En témoignage par exemple les grincements de dents de directeurs généraux des administrations communales lorsque le ministre en charge des Pouvoirs locaux, Valérie de Bue (MR), a proposé d'augmenter de 2,5% le salaire des directeurs généraux de CPAS. «Ils estiment que les fonctions sont différentes, qu'ils travaillent davantage à la ville, et que ce n'est donc pas justifié», témoigne un élu local.

Les CPAS font donc bel et bien partie des enjeux inhérents à ces élections communales. Dans les urnes, les électeurs choisiront non seulement la politique de mobilité, d'urbanisme, d'environnement, d'enseignement, de voirie, mais aussi la politique sociale que mènera le pouvoir en place durant les six années à venir. «Dans les missions de base du CPAS, à savoir l'aide sociale et l'octroi du revenu d'intégration (RIS), on pourra avoir des prises de décision et une offre de service qui variera d'une commune à l'autre, explique Luc Vandormael, président de la Fédération des CPAS. Cela dépendra à la fois de la taille du CPAS, de ses finances, et dans une moindre mesure, des sensibilités politiques. Les décisions se prennent au conseil de l'action sociale qui se déroule toujours à huis clos. Cela permet de dépasser les clivages politiques.» Mais il est vrai qu'au niveau des décisions concernant l'octroi du RIS, les sensibilités politiques peuvent se marquer. Certains étant davantage attachés à la mise en avant de la responsabilité individuelle, là où d'autres partiront du principe que l'aspect aide sociale est primordial.

**Un second bourgmestre**  
Selon la taille des communes et leur environnement socio-économique, la part des CPAS prendra une place

## FINANCES DES BUDGETS EN CROISSANCE

D'après l'étude Belfius sur les finances locales en 2018, le budget global des CPAS représente 1,8 milliard, qui permettent de financer l'aide sociale de 150.000 bénéficiaires. Depuis 2008, cette aide est en constante progression, en raison de la hausse du nombre de bénéficiaires: **+50.000 personnes sur cette période**, soit un taux de croissance de 57% en Flandre, 46% en Wallonie et 37% à Bruxelles. **Les dépenses communales vers les CPAS ont, elles, progressé de 3,4% entre 2017 et 2018 dans les grandes villes.** Les CPAS disposant du plus gros budget sont Anvers (155 millions), Bruxelles-Ville (71 millions) et Charleroi (36,9 millions). Les budgets les plus faibles sont à trouver à Héristappe (2.700 euros) et Burg-Reuland (18.684 euros).

plus ou moins importante dans le budget communal. Et plus le budget consacré sera important, plus le pouvoir du président de CPAS sera grand. Parfois même au point de dépasser le poids des échevins. À Wavre par exemple, le budget du CPAS, 22 millions d'euros, représente la moitié du budget ordinaire de la commune, notamment en raison de l'existence d'une maison de repos gérée par le CPAS, un poste qui pèse lourd dans le budget (lire l'encadré).

«Un président de CPAS, c'est un peu un second bourgmestre, nous dit Nathalie Demortier (MR), présidente sortante du CPAS de Wavre. Après avoir géré pendant 9 ans la politique sociale du chef-lieu du Brabant wallon, elle a décidé de ne plus se représenter. «Ce poste demande énormément d'investissement et de grosses responsabilités», explique-t-elle. Le président du CPAS a une indépendance presque totale. Ses décisions ne sont pas soumises au collège communal, il décide seul avec son propre organe, le conseil de l'action sociale. L'échevin, lui, devra toujours avoir l'aval du bourgmestre pour les projets qu'il propose. Le président de CPAS est plus autonome.»

Par contre, le président de CPAS siègera au même titre que les échevins au conseil communal, et aura également une voix délibérative (ce qui n'est pas le cas en Région bruxelloise où la voix du président de CPAS reste consultative). «Au final, on a un poids politique et une responsabilité plus grande qu'un échevin, dit Nathalie Demortier. Mais on est payé de la même façon...»

L'autonomie du président de CPAS peut aussi parfois mener à des dérapages. Le plus bel exemple en la matière, résumant toute l'importance du pouvoir détenu par l'élu placé à ce poste, est celui de l'affaire du Samusocial qui a secoué la Ville de Bruxelles et son CPAS. Une affaire d'une telle ampleur qu'elle a provoqué une crise de gouvernance qui a laissé des traces profondes dans le monde politique.

En vue des élections du 14 octobre prochain, L'Echo passe en revue, chaque jour, les enjeux du scrutin dans chaque commune.

## WATERLOO

# Là où le MR règne en maître absolu

Avec une majorité écrasante de 23 sièges sur 29, le MR va aux élections à Waterloo en maître absolu. Tel un lion, emblème de la commune, il domine le paysage politique depuis les années 80. Et cela risque encore de durer...

NATHALIE BAMPIS

Dans une commune où le parti au pouvoir détient une majorité absolue aussi écrasante, le suspense est assez limité... C'est le cas à Waterloo. Les libéraux dominent la vie politique de la commune sans discontinuer depuis les années 80. En 2012, ils ont encore décroché 23 sièges sur 29 à pourvoir, ne laissant que les miettes à Ecolo (3 sièges), au PS (1) et à la liste Mieux Vivre à Waterloo, MVW, de tendance humaniste (2).

L'enjeu des prochaines élections se situe donc davantage au sein de la liste MR, tirée par l'ex-présidente du JT de RTL, Florence Reuter. Elle a été nommée bourgmestre en février 2015, lorsque le lion Serge Kubla est tombé sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent et corruption dans le dossier Duferco. Le leader libéral, qui a été bourgmestre de la commune pendant 32 ans (1983 à 2015), ministre de l'Économie au gouvernement wallon entre 1999 et 2004, a aussi été cité dans le cadre

**Le MR a perdu deux poids lourds électoraux récemment. Ecolo, de son côté, a sorti la grosse artillerie pour tenter de s'emparer du maïorat.**

de l'affaire du Kazakhgate.

C'est donc dans des circonstances bien particulières que Florence Reuter enfilera l'écharpe mayoral. Elle bénéficie néanmoins d'une cote de popularité qui, si elle se confirme, devrait l'aider à assurer un second mandat, même si la concurrence sur la liste est rude. Aux dernières élections, Florence Reuter avait réalisé un score de 1.889 voix, talonnée par Etienne Verdin (1.739 voix) qui pousse cette année la liste, ou encore Yves Vander Cruysen (1.549 voix, 2<sup>e</sup> sur la liste).

Dans son équipe, Florence Reuter a intégré une vedette du sport en la personne d'Aisling D'Hooghe, la gardienne des Red Panthers, l'équipe nationale féminine de hockey. Elle sera 3<sup>e</sup> sur la liste.

À côté du MR s'aligneront la liste Ecolo emmenée par Bénédicte Colla-Vander Borgh, la liste Mieux Vivre à Waterloo tirée par Jean-Michel Casiers, mais également une liste DéFI, qui tente de grimper dans le Brabant wallon.

## La mobilité et le bien-être au cœur des enjeux

Avec ses 30.000 habitants, Waterloo figure parmi les plus grosses communes du Brabant wallon. Et c'est aussi une des plus denses, avec 1.400 habitants au kilomètre carré, contre



## MARCHÉ D'ART

Placer votre annonce ici? Contactez Trustmedia 02/422.05.38 - matchingteam@trustmedia.be

# HORTA

HOTEL DE VENTES - AUCTIONEERS

GRANDE VENTE CATALOGUÉE  
D'ANTIQUITÉS ET D'OBJETS D'ART  
LUNDI 15 ET 16 OCTOBRE 2018 À 19H30.



Lot 124 - WOLFERS  
Sculpture en bronze à patine dorée, tranches d'agate et prismes de cristal de roche: Composition.  
Dim : H.: hors socle 67  
L.: 60 P.: 27 cm



Lot 105 - CONSTANT PERMEKE  
Dessin au fusain sur papier: Femme nue.  
Dim : 122 x 76 cm



Lot 78 - JAN COBBAERT  
Huile sur toile: Composition.  
Dim : 80 x 100 cm

EXPOSITION :  
VENDREDI 12 OCTOBRE DE 14 À 19H,  
SAMEDI 13 ET DIMANCHE 14 OCTOBRE  
DE 10 À 19H

Prochaine vente :  
Antiquités et œuvres d'art : 12 et 13 novembre 2018  
Catalogue : 5 euro  
CATALOGUES INTÉGRALEMENT ILLUSTRÉS : WWW.HORTA.BE

70-74 Avenue de Roodebeek - 1030 Bruxelles  
Tél.: 02/ 741.60.60 - Fax: 02/ 741.60.70  
E-mail : info@horta.be - Internet : www.horta.be